

SOUSSION PRÉ-ÉLECTORALE FÉDÉRALE 2021



Association des chemins
de fer du Canada



INTRODUCTION

Le transport ferroviaire est le pilier de l'économie canadienne et, même en période difficile, les Canadiens continuent à bénéficier de services de transport de marchandises et de voyageurs résilients.

L'Association des chemins de fer du Canada (ACFC) et ses membres restent déterminés à établir et à maintenir des pratiques exemplaires en matière de sécurité, d'innovation, de gestion environnementale et de croissance économique.

Comme le démontre la pandémie mondiale, les chemins de fer sont essentiels à l'économie canadienne et interagissent avec toutes les facettes de la société : consommateurs, fournisseurs, groupes d'expédition et communautés, partout au pays.

Les chemins de fer marchandises, ce qui comprend les chemins de fer de classe 1 et d'intérêt local, soutiennent la prospérité économique en reliant les entreprises locales aux marchés nationaux et internationaux, et offrent aux Canadiens les produits dont ils ont besoin pour rester en santé et en sécurité.

Les chemins de fer voyageurs assurent que des millions de Canadiens, dont des travailleurs essentiels, peuvent aller travailler en toute sécurité et rester connectés avec leur famille et leurs amis d'une manière favorable à l'environnement.

Les chemins de fer touristiques sont un élément essentiel de la dynamique industrie touristique du Canada et de son empreinte économique annuelle de 100 milliards de dollars.¹ Dans chaque coin du pays, le tourisme crée des emplois et des opportunités pour la classe moyenne canadienne.

Alors que la campagne électorale fédérale se déroule, et que chaque parti politique présente aux Canadiens une plateforme et une vision pour l'avenir de notre pays, l'Association des chemins de fer du Canada et ses membres demandent que le gouvernement du Canada s'engage à répondre aux priorités présentées dans ce mémoire.

¹ Association de l'industrie touristique du Canada, Faits en bref sur l'industrie du voyage et du tourisme. ([Cliquer ici](#))



FAITS ET CHIFFRES

Le réseau ferroviaire du Canada transporte environ 320 milliards de dollars de biens par année, les chemins de fer marchandises transportant 50 % des produits exportés. Chaque année, environ 3 800 locomotives et 36 200 cheminots dévoués transportent des biens et des gens sur près de 44 000 kilomètres de voies ferrées au Canada, qui se rendent également à divers endroits aux États-Unis. Ces voies ferrées nécessitent un entretien pour assurer des livraisons efficaces, ainsi que la sécurité des employés ferroviaires et des communautés visées.

Le transport ferroviaire est l'une des industries les plus capitalistiques du Canada. Les chemins de fer canadiens sont verticalement intégrés, avec la propriété des voies ferrées, de l'immobilier et du matériel roulant, ce qui explique la nécessité d'investissements considérables. En moyenne, les chemins de fer canadiens investissent de 20 % à 25 % de leurs revenus dans leurs réseaux, chaque année — soit plus de 33 milliards de dollars au Canada seulement depuis 1999. Ces investissements annuels considérables dans l'infrastructure ferroviaire soutiennent la demande forte et croissante de produits canadiens et la fluidité requise pour livrer les produits canadiens sur les marchés mondiaux.

L'industrie ferroviaire a contribué 17,6 milliards de dollars au PIB réel du Canada en 2018 et soutenu 182 000 emplois grâce à son empreinte économique. Grâce à ses opérations et ses investissements, l'industrie ferroviaire a contribué à augmenter les revenus du Canada de 10,1 milliards de dollars et a généré un total de 7,2 milliards de dollars en revenus pour les gouvernements fédéral et provinciaux. Il convient également de noter que, sur un PIB par travailleur base, l'industrie ferroviaire a progressé de 53,9 % sur la période 2009-2018, par rapport à la moyenne industrielle de seulement 8,5 %.

De plus, le secteur ferroviaire du Canada fait sa part pour aider à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), tout en soutenant l'économie et en facilitant le commerce. Les chemins de fer font partie des plus petits émetteurs de GES du Canada, représentant seulement 1 % des émissions de GES et seulement 3,5 % des émissions du secteur des transports.²

² Canada's 2021 National Inventory Report, Part 3, 12 avril 2021. ([Cliquer ici](#))

Depuis 1990, les chemins de fer marchandises ont réduit l'intensité de leurs émissions de GES de plus de 40 %, tout en augmentant leur charge de travail de 95 %, et l'intensité des émissions des chemins de fer voyageurs intervilles s'est améliorée de 37 %, alors que le nombre de passagers a augmenté de 26 %.

Les chemins de fer marchandises sont de quatre à cinq fois plus économiques en carburant que les camions, et les chemins de fer voyageurs sont trois fois plus économiques qu'une voiture moyenne. Par exemple, une seule locomotive peut transporter une tonne de biens sur plus de 215 kilomètres avec un litre de carburant, et un seul train de marchandises peut éliminer jusqu'à 300 camions des routes canadiennes. De façon similaire, chaque train de voyageurs remplace des dizaines de voitures, réduisant les émissions et améliorant les temps de déplacement des navetteurs.

Le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques et le plan Transports 2030 de Transports Canada soulignent la valeur et l'importance du transport des biens et des gens par train.³ En effet, le fait de remplacer seulement 10 % du transport par camion par le transport ferroviaire réduirait les émissions d'eCO₂ de 4,1 mégatonnes par année. En retirant des véhicules des routes, les chemins de fer aident non seulement à réduire l'impact environnemental, mais à limiter la dégradation de l'infrastructure financée par les fonds publics.

L'ACFC et ses membres soutiennent que les investissements dans la chaîne d'approvisionnement ferroviaire peuvent créer une valeur à long terme pour le Canada et assurer que les Canadiens continuent à bénéficier de services de transport ferroviaire résilients.

3 Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, page 18 ([Cliquer ici](#)) ; Transports Canada, *Transports 2030 : Le transport écologique et innovateur* ([Cliquer ici](#))



**APPROXIMATIVEMENT
320 MILLIARDS DE DOLLARS
DE MARCHANDISES D'ORIGINE
CANADIENNE TRANSPORTÉES
CHAQUE ANNÉE**



**LES CHEMINS DE FER
NE REPRÉSENTENT QUE
1% DES ÉMISSIONS DE
GES AU CANADA**



**ENVIRON 44 000
KILOMÈTRES DE VOIES
FERRÉES AU CANADA ET
AUX ÉTATS-UNIS**



**LES CHEMINS DE FER
MARCHANDISES SONT
DE 4 À 5 FOIS PLUS
ÉCONOMIQUES EN CARBURANT
QUE LES CAMIONS**



**REPLACER SEULEMENT 10 % DU TRANSPORT
PAR CAMION PAR LE TRANSPORT FERROVIAIRE
RÉDUIRAIT LES ÉMISSIONS D'eCO₂ DE
4,1 MÉGATONNES PAR ANNÉE**

PRIORITÉ ET RECOMMANDATIONS

1 - AMÉLIORER LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE

Au fil des ans, le secteur ferroviaire canadien s'est bâti un solide bilan en matière de sécurité, grâce aux investissements considérables des exploitants. Depuis 1999, les chemins de fer du Canada ont investi plus de 33 milliards de dollars pour assurer la sécurité et l'efficacité de leurs réseaux, et ils restent pleinement engagés à soutenir une solide culture de sécurité.

L'ACFC et ses membres collaborent étroitement avec Transports Canada et d'autres partenaires gouvernementaux pour assurer que le transport ferroviaire est le plus sécuritaire possible pour tous les Canadiens. Nous voulons continuer à bâtir et à renforcer ces relations au cours des années à venir.

Les chemins de fer, contrairement à certains autres moyens de transport, supportent les coûts d'infrastructure en investissant continuellement dans la recherche, la mise en place et la maintenance de l'infrastructure de sécurité. Cependant, comme la sécurité ferroviaire est une responsabilité partagée, le gouvernement fédéral doit continuer à investir dans des projets qui assurent la sécurité des Canadiens.

Par exemple, les chemins de fer et les autorités publiques et privées partagent la responsabilité de gérer la sécurité aux passages à niveau sous réglementation fédérale. Ils doivent collaborer pour assurer que les passages à niveau répondent aux exigences du Règlement et des Normes sur les passages à niveau connexes. Aussi, les membres de l'ACFC pressent le gouvernement fédéral d'augmenter le financement en vertu de la Loi sur la sécurité ferroviaire pour les coûts admissibles liés à l'amélioration et à la fermeture des passages à niveau.

Recommandation : S'engager à augmenter les dépenses pour l'infrastructure de sécurité ferroviaire fédérale, ce qui comprend le Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire (PASF), afin de stimuler l'innovation et la technologie dans le secteur, assurant ainsi que le transport des gens et des biens reste sécuritaire, écologique et adapté aux besoins des clients.

2 - AMÉLIORER LE SERVICE DE TRANSPORT VOYAGEURS INTER-COMMUNAUTÉS AU CANADA

Les chemins de fer voyageurs assurent que des millions de Canadiens peuvent se déplacer par train pour leur travail et pour voir leur famille et leurs amis, d'une manière écologique.

Les investissements dans l'amélioration des services ferroviaires voyageurs non seulement stimuleront la croissance économique, mais amélioreront l'accessibilité, favoriseront le tourisme et réduiront la dépendance envers les voitures. De plus, les investissements fédéraux dans le transport inter-communautés, en collaboration avec les provinces, amélioreront les possibilités commerciales, aideront à relier les communautés et ouvriront une porte sur l'économie locale

pour les résidents, les étudiants et les entreprises.

Avec ces avantages à l'esprit, l'ACFC encourage également les partis politiques fédéraux à s'engager à investir dans le projet de train à grande fréquence (TGF) de VIA Rail le plus rapidement possible, car il représente une initiative d'infrastructure essentielle qui contribuera à une reprise économique plus durable.

Par la mise en œuvre du TGF et l'amélioration des services sur l'ensemble de son réseau, VIA pourra mieux connecter les Canadiens des régions les plus peuplées du pays en augmentant la fréquence des trains, en réduisant les temps de déplacement et en offrant un service plus fiable.

Recommandation : S'engager à investir dans l'amélioration du service de transport inter-communautés au Canada, ce qui comprend le projet de TGF de VIA Rail, afin de créer des emplois, de stimuler une croissance durable et de profiter des avantages environnementaux de l'augmentation du transport ferroviaire de passagers.

3 - INVESTIR DANS LE TRANSPORT EN COMMUN ET LES TRAINS DE BANLIEUE

Le récent engagement du gouvernement du Canada à jumeler des investissements provinciaux et territoriaux d'environ 1,8 milliard de dollars afin de soutenir toute contribution additionnelle au transport en commun était une bonne nouvelle pour les exploitants de trains de banlieue, qui connaissent une diminution catastrophique de leur clientèle et de leurs revenus depuis quelques mois.

Au pire de la pandémie de COVID-19, l'utilisation des réseaux de transport en commun au Canada avait diminué de pas moins de 85 %, ⁴ et les exploitants ont dû réduire les services et faire des mises à pied. La reprise obligera les exploitants à trouver des façons novatrices et créatives d'offrir des services tout en réagissant rapidement à la demande fluctuante.

Les chemins de fer de banlieue et les municipalités font toujours face à d'immenses défis financiers et ont besoin du soutien du gouvernement pour financer les coûts d'exploitation et d'immobilisations nécessaires pour améliorer l'efficacité et maintenir les services.

Partout au pays, les compagnies de chemins de fer voyageurs, grandes et petites, veulent bénéficier des fonds offerts au titre de la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC), car les projets qu'ils proposent correspondent au mandat de la BIC de construire une nouvelle infrastructure qui accélérera la transition du Canada vers une économie faible en carbone et renforcera la croissance économique.

Recommandation : S'engager à fournir un financement en capitaux additionnel aux chemins de fer voyageurs, notamment au titre de la Banque de l'infrastructure du Canada, pour assurer que le transport en commun fait partie de la reprise économique du Canada. Cet investissement dans des projets d'infrastructure utiles aidera à créer des emplois, à connecter les gens et à faire du transport en commun un élément clé d'une économie faible en carbone et d'une vie urbaine plus durable.

⁴ Analyse de l'Association des chemins de fer du Canada fondée sur les données de l'Enquête mensuelle sur le transport de passagers par autobus et le transport urbain de Statistique Canada.

4 - AUGMENTER LE SOUTIEN AUX CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL

Les chemins de fer d'intérêt local jouent un rôle vital dans la chaîne d'approvisionnement ferroviaire du Canada, offrant un service intermodal essentiel qui relie les clients et les économies rurales au reste du monde. En fait, environ 20 % des wagons proviennent de chemins de fer d'intérêt local.

L'examen de la Loi sur les transports au Canada et de la Loi sur la sécurité ferroviaire a mis en lumière l'importance du soutien gouvernemental au secteur des chemins de fer d'intérêt local.

Jusqu'à présent, le Nouveau Plan Chantiers Canada et le Fonds national des corridors commerciaux (FNCC) ne sont pas une source de financement majeure pour les chemins de fer d'intérêt local. À l'inverse, les chemins de fer d'intérêt local aux États-Unis bénéficient de nombreux programmes de financement fédéraux et d'État, sous forme de subventions, de crédits d'impôt et de prêts à faible taux d'intérêt.⁵

Aussi, l'ACFC pense que le gouvernement fédéral peut et devrait faire plus pour aider les chemins de fer d'intérêt local et leurs clients.

Recommandation : S'engager à créer un programme de financement en capital de 365 millions de dollars sur six ans (de 2021 à 2026) pour soutenir les investissements dans l'infrastructure des chemins de fer d'intérêt local et élargir les critères d'admissibilité au FNCC pour qu'un plus grand nombre de chemins de fer d'intérêt local puissent apporter des améliorations essentielles à leur infrastructure.

5 - POLITIQUE FISCALE ET COMPÉTITIVITÉ DES CHEMINS DE FER MARCHANDISES CANADIENS

Le Canada a besoin d'un cadre fiscal concurrentiel pour encourager les investissements dans l'infrastructure ferroviaire afin d'assurer que le secteur peut maintenir une chaîne d'approvisionnement robuste et faciliter la future croissance du volume.

De récentes réformes fiscales aux États-Unis changent le cadre concurrentiel en Amérique du Nord. Il faut apporter des changements fiscaux au Canada pour assurer que les chemins de fer restent concurrentiels et peuvent continuer à investir à un taux comparable aux années précédentes et de façon proportionnée à leurs concurrents américains.

Avec un coût après impôt plus faible aux États-Unis, les chemins de fer canadiens, qui financent leur propre infrastructure, sont dans une position nettement désavantageuse par rapport aux chemins de fer américains. Si ce déséquilibre fiscal persiste, d'importantes possibilités économiques et des investissements majeurs risquent d'être perdus.

⁵ CPCS, *Review of Canadian Short Line Funding Needs and Opportunities*. ([Cliquer ici](#))

Les tableaux suivants soulignent : (1) les différences entre les régimes fiscaux canadien et américain relativement à la déduction pour amortissement (DPA) et (2) le traitement fiscal des chemins de fer par rapport à d'autres secteurs capitalistiques au Canada.

Tableau 1 : Régimes d'amortissement canadien a et américain*

Chemins de fer canadiens				Chemins de fer américains			
	Taux	DPA \$	DPA %		Taux	DPA \$	DPA %
Infrastructure ferroviaire							
Année 1	10 %	15 \$	15 %	Année 1	100 %	100 \$	100 %
Total à l'année 4		38 \$	38 %	Total à l'année 4		100 \$	100 %
Gares de triage (bâtiments)							
Année 1	4 %	6 \$	6 %	Année 1	100 %	100 \$	100 %
Total à l'année 4		17 \$	17 %	Total à l'année 4		100 \$	100 %
Wagons							
Année 1	15 %	23 \$	22,5 %	Année 1	100 %	100 \$	100 %
Total à l'année 4		\$52	52%	Total à l'année 4		100 \$	100 %
Locomotives							
Année 1	30 %	45 \$	45 %	Année 1	100 %	100 \$	100 %
Total à l'année 4		81 \$	81%	Total à l'année 4		100 \$	100 %

* Pour 100 \$ de dépenses en immobilisations

Tableau 2 : Secteur ferroviaire et autres industries au Canada*

Secteur ferroviaire			Fabrication et transformation			Camionnage		
	Taux	DPA %		Taux	DPA %		Taux	DPA %
Infrastructure Ferroviaire			Usines			S.O.**		
Année 1	10 %	15 %	Année 1	10 %	15 %			
Total à l'année 4		38 %	Total à l'année 4		38 %			
Wagons			Bâtiments (Fours, réservoirs, cuves)			Remorques		
Année 1	15 %	22,5 %	Année 1	100 %	100 %	Année 1	30 %	45 %
Total à l'année 4		52 %	Total à l'année 4		100 %	Total à l'année 4		81 %
Locomotives			Matériel			Camions		
Année 1	30 %	45 %	Année 1	100 %	100 %	Année 1	40 %	60 %
Total à l'année 4		81 %	Total à l'année 4		100 %	Total à l'année 4		91 %

*Pour 100 \$ de dépenses en immobilisations.

** L'infrastructure utilisée pour transporter les marchandises (routes interprovinciales) est déjà pleinement financée par le gouvernement.

L'amélioration de la politique fiscale et de la concurrence ferroviaire aiderait non seulement à répondre aux besoins de l'économie canadienne et à créer des emplois, mais à réduire les coûts liés aux exigences de sécurité ferroviaire comme l'amélioration des passages à niveau, et à assurer qu'il existe un cadre fiscal approprié pour transporter plus de biens et de gens d'une manière favorable à l'environnement.

Recommandation : S'engager à revoir les mauvaises politiques fiscales et à prendre des mesures sur l'amortissement accéléré. Il faut notamment que les chemins de fer puissent déduire le montant total des dépenses en capital immédiatement, de façon à pouvoir continuer à faire les investissements requis pour maintenir et faire croître un réseau ferroviaire résilient et faire concurrence avec les chemins de fer américains de manière juste, dans des conditions égales.

6 - REVITALISER LES CHEMINS DE FER TOURISTIQUES

Les chemins de fer touristiques sont un élément critique de la dynamique industrie touristique du Canada et de son empreinte économique annuelle de 100 milliards de dollars.⁶ Le déplacement des touristes par train stimule l'activité économique locale et régionale en créant une demande pour les fournisseurs de services comme les hôtels, les restaurants, les commerces de détail et les organismes d'excursion.

La pandémie mondiale a des conséquences dévastatrices sur les chemins de fer touristiques du Canada. Depuis un an et demi, les exploitants saisonniers, partout au pays, ont dû réduire considérablement leurs services, suspendre les dépenses en capital, mettre des employés à pied et, dans certains cas, annuler complètement leurs opérations. Il faut donc faire plus pour aider les chemins de fer touristiques afin qu'ils reprennent leurs activités et servent les Canadiens et les clients internationaux, aujourd'hui et à l'avenir.

Recommandation : S'engager à assurer que les exploitants de chemins de fer touristiques ont un accès immédiat à du capital et créer un groupe de travail afin d'élaborer un plan de reprise à long terme qui rétablira la confiance et refera du Canada une destination attrayante pour les visiteurs internationaux. De plus, alors que les déplacements internationaux sont limités, l'ACFC recommande d'intensifier la promotion du tourisme national afin de stimuler la croissance économique et la création d'emplois dans toutes les régions du pays.

⁶ Association de l'industrie touristique du Canada, Faits en bref sur l'industrie du voyage et du tourisme. ([Cliquer ici](#))



RÉSUMÉ

Alors que les partis politiques proposent et débattent des façons de relancer l'économie canadienne à la suite de la pandémie mondiale, il est clair que des investissements dans la chaîne d'approvisionnement ferroviaire créeront une valeur à long terme pour le Canada et assureront que les Canadiens continuent à bénéficier de services de transport de marchandises et de voyageurs résilients.

Les chemins de fer du Canada s'engagent à établir et à maintenir des pratiques exemplaires en matière de sécurité, d'innovation, de réduction des émissions et de croissance économique.

La résilience des cheminots en cette période très incertaine va aider notre pays à se remettre des conséquences de la pandémie plus rapidement, et une capacité accrue aidera à rouvrir plus d'entreprises et à remettre plus de gens au travail.

Les membres de l'ACFC ont déjà l'effectif pour produire des résultats comme ils le font toujours — de façon sécuritaire, fiable et favorable à l'environnement. Nous considérons cela comme une approche partagée, qui nécessite une coordination avec tous les paliers de gouvernement ainsi qu'un alignement entre les partenaires privés et publics.

Avec un soutien fédéral approprié, ce qui comprend l'engagement de votre parti à mettre en œuvre les recommandations de ce mémoire, les chemins de fer du Canada pourront transporter une charge encore plus lourde pendant la reprise économique postpandémie.

CONTACT :

Nous vous remercions pour votre temps et votre intérêt. Les commentaires et les questions peuvent être soumis à Gregory Kolz, directeur, Relations gouvernementales, au [613-564-8105](tel:613-564-8105) / gkolz@railcan.ca.

À PROPOS DE L'ASSOCIATION DES CHEMINS DE FER DU CANADA :

L'Association des chemins de fer du Canada (ACFC) a été créée en 1917 et représente près de 60 chemins de fer marchandises et voyageurs. L'ACFC compte aussi parmi ses membres associés un nombre croissant de chemins de fer industriels et de fournisseurs ferroviaires. Appartenant au cinquième plus grand réseau ferroviaire du monde, les membres de l'ACFC sont l'épine dorsale du réseau de transport du Canada. Nous vous encourageons à visiter le <https://www.railcan.ca/fr/>.

